

**SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CONSEIL DES DIRIGEANTS
PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP) ET DU CONSEIL DE LA PRESTATION DES
SERVICES DU SECTEUR PUBLIC (CPSSP)
RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS
DE
SEPTEMBRE 2016**

Sous-comité de la protection des renseignements personnels – aperçu

Le sous-comité de la protection des renseignements personnels des CDPISP et du CPSSP a été mis sur pied dans les années 90. À l'origine un sous-comité du Conseil des DPI du secteur public, pendant ses dernières années, il a relevé conjointement du Conseil des DPI du secteur public et du CPSSP.

La liste des membres comprend idéalement des représentants de tous les ordres de gouvernement, y compris les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les administrations municipales. Les membres du sous-comité proviennent généralement d'organes gouvernementaux qui fournissent un accès central et des services en matière de protection des renseignements personnels (conseils, politiques, soutien législatif, etc.) au gouvernement, y compris plusieurs ministères fédéraux principaux.

Mandat

Le mandat, décrit dans le mandat, comprend trois volets :

- Fournir un forum national pour échanger des renseignements liés à l'accès aux renseignements, aux recherches sur la liberté d'information et la protection des renseignements personnels, aux pratiques exemplaires, à la formation, aux produits de TI ainsi qu'aux autres ressources en soutien aux programmes et aux objectifs du secteur public.
- Appuyer la mission du CDPISP visant à « offrir un meilleur service au public canadien en assurant une collaboration dans l'ensemble des gouvernements et en faisant preuve de leadership dans la gestion des renseignements et des technologies ».
- Appuyer le mandat du CPSSP visant à « échanger des renseignements, développer des partenariats et faciliter des solutions potentielles que l'on peut utiliser afin d'améliorer la prestation des services du secteur public » en jouant un rôle de leadership et de coordination dans les questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

Réunions, téléconférences et autres communications

Le mandat du sous-comité précise qu'au moins une réunion officielle sera tenue chaque année. Dans la mesure du possible, ces réunions seront tenues en concomitance avec des conférences sur l'accès et la protection des renseignements personnels ou d'autres événements semblables organisés un peu partout au pays.

Le groupe a récemment tenu une réunion particulièrement fructueuse à Halifax en mai 2015. La prochaine réunion est prévue les 20 et 21 octobre 2016 à Toronto et nous nous attendons à ce qu'un certain nombre de présentateurs du Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée et de représentants des divisions de la protection des renseignements personnels, de la sécurité de l'information et de l'accès à l'information du gouvernement de l'Ontario y participent. On a souligné à cette réunion qu'il pourrait être judicieux de plus étroitement harmoniser les réunions du sous-comité avec le calendrier des conseils mixtes. Nous espérons cette année pouvoir offrir des mises à jour au groupe sur les séances de conseils mixtes, lesquelles auront lieu peu après notre réunion de septembre à Victoria.

Toutefois, l'un des défis associés à la pleine participation aux réunions est le coût des déplacements. Un certain nombre de participants participaient aux réunions par téléphone, mais il y a un véritable avantage à participer en personne, dont de meilleures possibilités de réseautage.

Le sous-comité complète la réunion en personne avec des téléconférences régulières. Les groupes de travail, les groupes de projet et d'autres sous-groupes du sous-comité tiendront d'autres téléconférences, au besoin, afin de mener leurs activités.

De plus, les membres utilisent régulièrement des courriels pour poser des questions aux autres membres, pour apprendre de l'expérience des autres et pour échanger des renseignements sur les activités menées au sein de leurs compétences.

Au cours des six derniers mois, nous avons tenu un dialogue actif continu sur des enjeux tels que le protocole en cas d'atteinte à la vie privée et l'établissement de rapports, le gouvernement ouvert, les modèles de services partagés, la législation, les structures de frais et les demandes courantes d'accès à l'information.

Plan de travail – mis à jour au février 2016

À la réunion d'Halifax, le groupe a élaboré un nouveau plan de travail à terminer dans une période de six mois à un an. Ce plan sera centré sur les points suivants :

1. Déterminer les mesures communes (p. ex. frais, établissement de rapports sur l'atteinte à la vie privée, demandes d'accès et divulgations électroniques) et élaborer un calendrier d'établissement de rapports. Après avoir élaboré un ensemble de mesures uniformes, ces renseignements sont facilement accessibles pour toutes les compétences afin de les aider en ce qui a trait à l'accès et à la planification de la protection des renseignements personnels.
 - a. Mise à jour sur l'état – le groupe a déterminé un certain nombre de mesures communes relatives à la protection des renseignements personnels à l'accès entre les compétences. Certaines de ces mesures comprennent un pourcentage à l'heure pour les demandes d'accès, le nombre de demandes d'accès, le nombre d'atteintes à la vie privée déclarées et le coût pour achever une demande d'accès. Le groupe travaillera à la compilation de ces statistiques au cours des six prochains mois.
2. Élaborer une bibliothèque de documents partagés. Cela pourrait prendre la forme d'un portail SharePoint ou d'un site semblable auquel tous les membres du sous-comité auraient accès. Les membres consacrent actuellement beaucoup de temps à solliciter le groupe pour des enjeux semblables ou des doublons parce qu'il n'y a aucune bibliothèque de documents partagés. Cela est essentiel une fois que des mesures communes ont été déterminées (tel qu'il est indiqué ci-dessus) afin de simplifier l'échange de renseignements.
 - a. Mise à jour sur l'état – le groupe a déterminé une option permettant d'accroître la portée de la bibliothèque de documents SharePoint de la Colombie-Britannique au groupe. Les membres créeront un compte BceID générique avec un certain nom d'utilisateur et mot de passe, et le site sera administré par le président. Nous prévoyons que cela améliorera grandement la capacité du groupe à échanger rapidement des renseignements et à mieux administrer le contrôle des versions.
3. Examiner le mandat du sous-comité. Puisque l'on discutera du rôle du sous-comité à la réunion des conseils mixtes du 17 septembre 2015, nous proposons de mettre à jour le mandat après cette discussion. Une proposition a également été formulée à la réunion d'Halifax afin de changer le nom du groupe à « sous-comité de l'accès et de la protection des renseignements personnels », étant donné qu'au moins 50 % des discussions sont centrées sur les enjeux liés à l'accès.
 - a. Mise à jour sur l'état – ce point est terminé. Le groupe a mis à jour en collaboration le mandat à l'automne 2015.

4. Harmoniser plus étroitement le travail du sous-comité avec les initiatives du conseil mixte. Le point à l'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes de septembre est abordé en temps opportun, puisque l'on a longuement discuté de la façon d'harmoniser notre travail avec celui du conseil à la réunion d'Halifax. Sandra Cascadden (Nouvelle-Écosse) a parlé au sous-comité et a abordé la relation entre notre groupe et les DPI respectifs de chaque province.
 - a. Mise à jour sur l'état – le président participe au groupe de travail sur le cadre des conseils mixtes. En retour, le groupe aura l'occasion de recentrer son attention et de s'harmoniser à la vision et à l'appel à l'action des conseils mixtes. Ce groupe travaillera en suivant les principes présentés par le groupe de travail sur le cadre afin d'examiner le travail du sous-comité au cours des six prochains mois. Nous attendons actuellement plus de renseignements sur cette question à partir des groupes de travail et avons activement participé à des discussions avec Systemscope.
5. Déterminer le calendrier des réunions en personnes pouvant concorder avec le calendrier de la plupart des membres et tirer profit de la relation avec les conseils mixtes.
 - a. Mise à jour sur l'état – on coordonne actuellement une réunion prévue à Toronto en octobre 2016.

Mandat de surveillance, échange de renseignements, réunions en personne

Puisque le sous-comité de la protection des renseignements personnels joue également un rôle de conseiller et de communauté d'experts, il consacre beaucoup de temps à s'informer de toute nouvelle disposition législative, politique, atteinte à la vie privée et question, telle que l'émergence d'initiatives de gouvernement ouvert et leurs répercussions sur le gouvernement. Il fait également part de pratiques exemplaires dans le domaine du renouvellement communautaire, en plus de la sensibilisation, de la formation et des communications.

Prochaine réunion

La prochaine réunion en personne aura lieu en octobre, à Toronto en mai 2016. Les téléconférences mensuelles continuent d'avoir lieu le deuxième mardi de chaque mois.

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU
SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE LA CDPISP ET DE LA CPSSP

PROJET OU ACTIVITÉ	PRODUIT LIVRABLE	DATE PRÉVUE	PRIORITÉ	COÛTS
Déterminer les mesures communes (p. ex. frais, établissement de rapports sur l'atteinte à la vie privée, demandes d'accès et divulgations électroniques) et élaborer un calendrier d'établissement de rapports.	Travailler en groupe à l'élaboration de mesures d'établissement de rapports communes dans l'ensemble des compétences. Échanger des renseignements et des mises à jour régulièrement.	Automne 2016	É	Néant
Élaborer une bibliothèque de documents partagés.	Travailler au sein du groupe à la détermination de la meilleure façon de stocker et d'échanger les renseignements souvent utilisés.	Automne 2016	É	Néant
Harmoniser plus étroitement le travail du sous-comité avec les initiatives du conseil mixte.	Examiner et surveiller le plan de travail afin de s'assurer que le groupe contribue aux objectifs des conseils mixtes.	Hiver 2015-2016	M	Néant
Fournir un mandat de surveillance.	Surveiller les enjeux et les activités afin de préparer les comptes rendus des compétences, au besoin, ou d'élaborer une stratégie commune. Par exemple : Gouvernement ouvert Développement communautaire Décisions du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et des tribunaux.	En cours	M	Néant

ii) Possibilités à venir – à plus long terme, non actif à l'heure actuelle

PROJET OU ACTIVITÉ	PRODUIT LIVRABLE	OBJECTIF	PRIORITÉ	COÛTS
Divulgaration proactive	Songer à formuler des conseils pour les compétences adoptant des mesures favorisant la divulgation proactive des documents.	À déterminer		À déterminer
Enquêtes sur la protection des renseignements personnels	Songer à élaborer un module de formulation pour mener des enquêtes sur la protection des renseignements personnels.	À déterminer		À déterminer
Cadre de gestion de la protection des renseignements personnels	Songer à élaborer un modèle d'éléments normalisés liés au cadre de gestion de la protection des renseignements personnels pour le secteur public.	À déterminer		À déterminer

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE LA CDPISP ET DE LA CPSSP

Informatique dématérialisée	Songer à en discuter avec le Sous-comité national du DPI sur la protection de l'information (SCNDPI).	À déterminer		À déterminer
Prestation de services intégrés	Étudier les enjeux et les solutions en matière de protection des renseignements personnels liés à l'amélioration de la prestation de services intégrés partout au Canada.	À déterminer		À déterminer
Outil Web de conformité d'auto-évaluation de la protection des renseignements personnels 1) Pour les gouvernements 2) Pour les entrepreneurs du secteur privé	Permettre aux gestionnaires du secteur public d'évaluer les propositions et les systèmes de manière automatisée. S'adapter à la conformité du secteur privé relativement à la protection des renseignements personnels. Élaborer un outil maître générique avec des extensions.	À déterminer		À déterminer
Songer à utiliser des outils de formation en ligne fondés sur l'outil pancanadien d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP).	Fournir une formation uniforme sur l'utilisation de l'outil pancanadien d'ÉFVP.	À déterminer		À déterminer

iii) Terminé

PROJET OU ACTIVITÉ	PRODUIT LIVRABLE	PROJETS TERMINÉS	PRIORITÉ	COÛTS
Examiner le mandat du sous-comité.	Examiner et mettre à jour le mandat du sous-comité.	Automne 2015 – terminé	M	Néant
Lignes directrices sur la protection des renseignements personnels sur les médias sociaux	Établir un groupe de travail afin d'étudier les outils en place en Colombie-Britannique et dans les autres compétences. Apporter des modifications et formuler des recommandations pour les autres, le cas échéant.	Terminé en 2013	É	Néant
Renouvellement du plan de travail	Élaborer un nouveau plan de travail pour les projets à priorité élevée soulignés à la réunion de juin 2014. D'autres discussions auront lieu à la réunion de mai 2015.	Printemps 2015	É	Néant
Compétences de base pour les fonctions d'accès et de protection des renseignements personnels	L'Ontario a élaboré des compétences de base afin de répondre aux besoins du sous-comité. L'objectif était d'élaborer un modèle pouvant être utilisé par les autres compétences.	Terminé en 2013	É	Néant

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE LA CDPISP ET DE LA CPSSP

Élaborer des lignes directrices sur l'accord de partage de renseignements (APR) entre gouvernements au moyen d'un flux de données transnational qui serviront de modèle pour toutes les compétences.	En 2006, le CDPISP a approuvé les lignes directrices sur les pratiques exemplaires relatives à l'APR entre gouvernements (au sein du Canada). Le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) a étendu la portée de ces lignes directrices à l'application des flux de données internationaux et transnationaux. Le document final a été approuvé et publié sur le site Web du SCT en septembre 2010.	Terminé en septembre 2010	M	Néant
Participer au groupe de travail juridique sur la protection des renseignements personnels et la sécurité du comité directeur de la gestion de l'identité.	Fournir des conseils sur la protection des renseignements personnels et un examen à titre de membre du groupe de travail. Élaborer une ÉFVP de haut niveau pour le modèle d'assurance.	Terminé au printemps 2009	M	Néant
Évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels de haut niveau du modèle d'assurance du comité directeur de la gestion de l'identité.	L'évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels de haut niveau du modèle d'assurance du comité directeur de la gestion de l'identité fait appel au guide sur les pratiques exemplaires pancanadiennes liées à l'ÉFVP approuvé par les conseils mixtes en septembre 2008.	Terminé en mai 2009 Le sous-comité de la protection des renseignements personnels a fourni des membres et des conseils au groupe de travail.	M	Néant
Réunion conjointe avec le SCNDPI	Le sous-comité de la protection des renseignements personnels et le SCNDPI tiendront une réunion conjointe au printemps 2009.	Réunion conjointe couronnée de succès tenue à St. John's le 20 mai 2009.	É	Néant
Guide sur la vérification de la protection des renseignements personnels	Lignes directrices sur la réalisation des évaluations de la protection des renseignements personnels, y compris : le mandat, les objectifs de mobilisation, la méthodologie et les modèles d'établissement de rapports, entre autres.	Rapport final approuvé par les conseils mixtes en février 2009. Les membres du sous-comité de la protection des renseignements personnels Les échangeront et les utiliseront au sein des compétences, au besoin.	É	50 k\$
Créer un nouveau modèle pancanadien d'ÉFVP.	Élaborer un nouveau modèle d'ÉFVP échelonnable avec des documents d'orientation.	Guide de l'ÉFVP approuvé par les conseils mixtes en septembre 2008. Le guide de l'ÉFVP est actuellement utilisé ou adapté dans plusieurs compétences.	É	Néant
Élaborer et adopter un guide sur le protocole en cas d'atteinte à la vie privée.	L'Ontario a élaboré des lignes directrices et en a fait part à tous les membres du sous-comité aux fins d'adaptation et de référence dans les autres compétences.	Printemps 2007		Néant

ONGLET 9.A.2 – Mise à jour de septembre 2015 sur le plan de travail du sous-comité de la protection des renseignements personnels

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DE LA CDPISP ET DE LA CPSSP

Élaborer un cours en ligne afin d'offrir une formation sur l'accès et la protection des renseignements personnels dans le secteur public.	La Saskatchewan a élaboré un cours de formation en ligne sur l'accès et la protection des renseignements personnels. Plusieurs compétences ont adapté le cours en vue de l'utiliser au sein de leur propre compétence.	Printemps 2007		Néant
Adopter les pratiques exemplaires liées à l'accord de partage de renseignements entre gouvernements.	Document d'orientation final approuvé par le CDPISP. Lancé sur le site Web de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction Les compétences y font référence et l'utilisent afin d'élaborer et de modifier leurs propres lignes directrices.	Automne 2006 Novembre 2006		Néant
Déterminer les options de pratique exemplaire pour la formation sur l'accès et la protection des renseignements personnels.	Séance d'une demi-journée tenue à la réunion de l'automne 2007 du sous-comité consacrée aux présentations et aux discussions sur les matériaux de formation dans toutes les compétences.	Octobre 2007		